

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 148 (2003)
Heft: 8

Vereinsnachrichten: SOG : Schweizerische Offiziersgesellschaft = SSO : Société suisse des officiers = SSU : Societa svizzera degli ufficiali

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

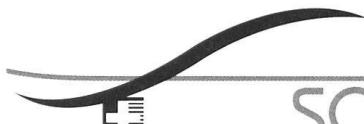
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Armée XXI: la phase de réalisation

L'image et le contenu de chaque Plan directeur dépendent directement de sa réalisation pratique. Pour l'Armée XXI, la réussite de cette phase sera décisive, car elle aura de l'influence, non seulement sur la façon de juger cette réforme, mais aussi sur la teneur des discussions concernant l'armée et la politique de sécurité.

Conduire signifie se concentrer sur les tâches principales, sans négliger les autres aspects, tout en tenant compte des fautes commises. Le commandement de l'armée et la direction du DDPS sont sur le bon chemin. On a avancé dans les préparatifs de l'instruction 2004, un élément de toute première importance et on a passé avec énergie aux promotions. Le processus de sélection des candidats aux postes supérieurs révèle du courage et la volonté de s'engager sur de nouveaux chemins, au lieu de simplement suivre le vieux «système de succession».

Les priorités pour cette phase critique

Un départ convaincant de l'instruction de base en janvier 2004, c'est un point essentiel pour la réussite d'Armée XXI. C'est ce domaine qui influencera surtout l'attitude envers l'armée pour plusieurs générations. Il vaut donc la peine d'y consacrer toute l'énergie possible. La conduite des engagements prévus, la nouvelle instruction des cadres, la structure du système des militaires en service long et la cohésion des

nouvelles formations sont d'autres points importants dans cette phase.

La nouvelle image professionnelle, l'attractivité des postes d'instructeurs, l'instruction et la formation permanente des cadres supérieurs sont des domaines qui doivent encore être améliorés. La réforme de l'armée est trop souvent considérée sous l'aspect structurel et organisationnel plutôt que sous l'aspect mental.

Le défi, une chance

Une armée a pour but de réssoudre les problèmes. Il est possible que, dans le passé, les chefs ne se sont pas souvent trouvés dans de situations problématiques. Maintenant les problèmes se sont accumulés. Le Chef de l'armée se trouve devant une tâche herculéenne, mais son discours et ses décisions montrent qu'il est à la hauteur de la situation. Il faut lui apporter notre soutien, ainsi qu'à ses proches collaborateurs.

Notre armée dispose heureusement d'un fort potentiel de jeunes commandants. L'abolition de structures superflues,

d'organigrammes rigides et de mentalités purement hiérarchiques valorise leur position et leur laisse des champs d'action étendus. Il faut leur donner la possibilité de faire preuve de leurs capacités.

Changement de génération

Le passage d'une génération à l'autre n'est jamais facile, et la complexité de cette phase peut provoquer des iniquités. Pourtant, de grands changements apportent aussi des chances. Les personnes concernées demeurent le paramètre le plus important dans ce processus. Le commandement de l'armée doit en tenir compte. Cela a des conséquences sur la stratégie et n'est pas tout simplement une «planification des ressources».

De nouvelles personnes apportent de nouvelles mentalités. Elles ne sont pas intéressées à savoir comment «cela se faisait dans le passé». Elles veulent connaître le sens et le but. Elles contribueront avec conviction à ce que les nouvelles formations soient ancrées dans la population. Ce n'est pas la fidélité aux tradi-

tions qui compte, mais la crédibilité de l'armée. La jeune génération pense en terme d'efficacité, tandis que nous, les anciens, nous avons souvent accepté le principe «C'est comme ça dans l'armée».

Dans les domaines de l'économie et de l'administration publique, la génération actuelle se concentre sur la demande et sur les résultats, tandis que, dans le passé, on s'orientait vers l'offre et les moyens à disposition. L'armée la plus crédible n'est pas celle qui dispose d'effectifs et de gros moyens financiers, mais celle qui remplit ses missions de manière optimale et en temps utile.

La nouvelle génération de militaires ne manquera pas de prendre en compte les coûts, ce qui amènera à de meilleurs résultats avec les moyens disponibles. La conduite politique et militaire disposera ainsi d'arguments convaincants qui lui permettront, à l'intérieur, de fixer d'autres priorités et, à l'extérieur, de les justifier lors de débats liés à la politique des finances.

Prestations de l'armée

Pour l'armée, l'essentiel n'est pas de coopérer, mais de remplir ses missions. Les nouvelles structures sont une solution helvétique, basée sur les missions multiples prévues par la Constitution fédérale. Pourtant, les analyses et les expériences montrent les avantages d'une coopération. L'efficacité et la puissance peuvent être intensifiées par un haut degré

d'utilisation des infrastructures dans l'instruction, par l'échange d'expériences, par la coordination et, si nécessaire, par l'attribution de moyens lors d'engagements.

Parmi les risques politico-sécuritaires, il n'y en a pas un qui peut être maîtrisé de manière autonome par un seul pays européen. Coopération signifie donc efficacité dans l'engagement et dans l'instruction. La coopération est une question de rationalité dans la sauvegarde des intérêts nationaux. Il s'agit de sauvegarder ensemble la stabilité et la sécurité dans l'espace européen. La sécurité du tout garantit la sécurité de la partie.

Lors de quatre votations populaires, ces trois dernières années, cette conception de la politique de sécurité était directement ou indirectement en question. Les quatre décisions du souverain tenaient compte de la réalité. La coopération n'est pas un signe de faiblesse, mais de réalisme et de volonté d'agir de manière efficace.

La manière dont nous maîtriserons la phase de la réorganisation globale de l'Armée et l'amélioration de l'instruction des recrues et des cadres forgera l'avenir de notre politique de sécurité et de notre politique extérieure. Les expériences des quatre prochaines années constitueront des bases en matière de politique de sécurité, de crédibilité de l'esprit de milice, de confiance dans notre système de défense.

Pas de crises d'orientation

La politique de sécurité et l'armée demeurent toujours des objets de discussion. Notre politique de sécurité doit compter sur l'appui d'un centre large et stable, mais les coups des opposants de l'extrême gauche ou de droite ne manquent pas. Beaucoup dépend des changements sociaux, de l'évolution globale et de l'instabilité de la situation mondiale. La politique de sécurité et militaire est naturellement affectée par de tels bouleversements. Il ne s'agit pas d'une crise d'orientation politico-sécuritaire, mais de la nécessité de tenir compte des faits, ce qui n'est pas toujours facile !

Avec les rapports sur la politique extérieure, sur la politique de neutralité, sur la promotion de la paix, avec le *Rapport sur la politique de sécurité 2000* et le Plan directeur, nous avons des bases solides et cohérentes. C'est lors de sa mise en œuvre que le Plan directeur va manifester sa crédibilité.

Cela vaut pour l'ensemble de la réforme de l'armée. Les officiers supérieurs nommés au commandement de l'armée au début de l'été donnent à l'armée une physionomie; les nouvelles formations qui seront composées au cours de l'automne en formeront le corps, l'instruction qui débutera en janvier 2004 lui permettra de prendre pied définitivement. Plus tard, d'autres composants pourront être ajoutés, développés, corrigés ou approfondis...